



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## **Solidarité internationale avec le peuple catalan et unité de la classe ouvrière de l'État espagnol et de toute l'Europe !**



Alors que le gouvernement espagnol avait interdit le référendum qui a eu lieu le 1er Octobre en Catalogne, et voulait empêcher à tout prix les Catalans d'aller voter, l'auto-organisation populaire a permis que le référendum ait lieu. Plus de 2 millions de personnes se sont exprimées en faveur de l'indépendance. L'État espagnol avait pourtant envoyé en Catalogne des renforts de la police et de la guardia civil, résultat : plus de 1000 blessés pour avoir voulu voter ! C'est pourquoi, aucune négociation ni nouveau vote ne devrait avoir cours : il faut reconnaître dès maintenant ce choix!

Une journée de grève interprofessionnelle, convoquée au départ par une intersyndicale indépendantiste, a ensuite eu lieu le 3 octobre en Catalogne pour dénoncer la répression de Rajoy, le chef du gouvernement espagnol et demander l'application du résultat du référendum. Elle a été une démonstration de force de la classe ouvrière et de la jeunesse de Catalogne. Et c'est bien cette force qui devrait mener le processus d'indépendance. Car bien sûr, l'indépendance ne peut pas être une fin en soi. Même républicaine, la Catalogne n'échappera pas aux lois du capitalisme et à son cortège d'oppressions et d'exploitation.

### **Les patrons des banques catalans déménagent... Qu'ils s'en aillent ! Banque publique sous contrôle des travailleurs**

En effet, pourquoi juste après les résultats du référendum, l'indépendance n'a pas été proclamée ? C'est justement parce que, pour le moment, ce ne sont pas les travailleurs et les jeunes qui dirigent le processus mais le gouvernement catalan. Et ce gouvernement est une alliance entre la droite catalaniste (PdeCat) et des socio-libéraux indépendantistes (ERC) et a été particulièrement sensible à la pression du patronat catalan qui s'est opposé frontalement à l'indépendance. Suite au 1er octobre, les 2 principales banques catalanes ont déménagé leurs sièges sociaux hors de Catalogne et elles ont été suivies par plusieurs centaines d'entreprises. L'objectif du patronat est clair : menace de délocalisations et chantage à l'emploi. Mais ce ne sont pas les patrons qui font tourner les boîtes, ce sont les travailleurs, en Catalogne comme en France ! Qu'ils s'en aillent... Il faut placer ces entreprises sous contrôle des travailleurs avec maintien des emplois et créer une banque publique. Mais pour y arriver, il faudra en passer par une grève générale.

Et c'est bien ce que le patronat catalan a compris puisque, pour éviter qu'il y ait des suites à la journée du 3 octobre, il a demandé et obtenu de l'Etat espagnol l'interdiction d'une grève interprofessionnelle appelée la semaine suivante. Le préavis déposé par le syndicat CSC a été cassé au dernier moment au motif qu'il s'agissait d'une grève... politique !

### **L'État espagnol : répression à tous les étages. Macron solidaire !**

Pour comprendre pourquoi Rajoy s'acharne autant sur la Catalogne et pourquoi Macron et tous ses amis européens le soutiennent, il faut revenir aux origines de l'État espagnol actuel. Son unité comme nation est une des bases du régime actuel apparu suite à la dictature franquiste et dont la constitution a été votée en 1978. Tout ceux qui tiennent à la monarchie et à l'unité de l'État espagnol d'aujourd'hui sont ceux qui fondamentalement défendent l'ordre établi. Un ordre qui profite aux capitalistes de l'État espagnol comme de l'Europe. Les travailleurs ont tout à gagner à renverser cet ordre-là mais cela ne pourra se faire sans la mobilisation de l'ensemble des salariés et des couches populaires de l'ensemble du pays et même au-delà de ses frontières. Jusqu'à jeudi dernier le président catalan Puigdemont hésitait encore, mais la grève massive des étudiants et la pression de la rue lui ont montré qu'il n'avait qu'une seule issue, l'indépendance qui a été proclamée le lendemain par le parlement catalan.

En face le gouvernement Rajoy n'a pas chômé : il a emprisonné les leaders des 2 principales associations indépendantistes. Puis il a appliqué l'article 155 de la constitution pour mettre sous tutelle la Catalogne : président et gouvernement et 150 fonctionnaires catalans démis de leurs fonctions, parlement dissous, etc. Et il a reçu le soutien de son pote Macron qui n'a pas envie d'un mouvement à sa frontière qui aille plus loin que la question de la république catalane en remettant en question le pouvoir des patrons, qu'ils soient catalans, andalous ou européens !. Une grève générale qui "déborde" de l'autre côté des Pyrénées ça donnerait du baume au cœur à toutes celles et ceux qui, ici, et partout en Europe, luttent contre le pouvoir sans limite des capitalistes et de leurs serveurs. Rajoy, Macron, même combat ! Mais là-bas comme ici, les travailleurs doivent se donner les moyens de faire aboutir leurs revendications sociales et politiques par les grèves qui bloquent l'économie, les manifestations, les assemblées générales et ne pas remettre leur sort dans les mains de politiciens ou de bureaucrates. En Catalogne, comme partout dans l'État espagnol, comme ici, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

**Le 16 novembre en grève  
Le 17 novembre on continue  
Le 18 on marche sur l'Élysée !**

Nombreuses sont les grèves dans le secteur postal. Des luttes menées bureau par bureau, métier par métier. Qui parviennent souvent à arracher des reculs à la direction. Mais tant que nous n'aurons pas mis un grand coup dans la gueule de la direction, elle menacera de reprendre d'une main ce qu'elle a été momentanément obligée de lâcher de l'autre.

A l'heure où Macron s'apprête à ratifier ses ordonnances, la riposte sociale est elle-aussi marquée par la dispersion : une journée de grève le 12 septembre, puis une autre le 21 septembre, puis le 10 octobre, le 19 octobre... des grèves dans le privé d'un côté, puis dans le public de l'autre, sans parler des multiples grèves sectorielles.

*Il est temps de s'y mettre toutes et tous ensemble !*

La 16 novembre, un appel CGT-FO-SUD à une journée de grève interprofessionnelle nationale a été lancé. Le 18 novembre, le Front Social propose une marche nationale sur l'Élysée. Nous avons donc une occasion à saisir : soyons nombreuses et nombreux en grève le 16 novembre, reconduisons la grève le 17 pour montrer notre détermination, et le 18 novembre, toutes et tous à Paris à l'Élysée !

Des postiers CGT, SUD, CNT, de Paris, du 78, du 91, du 92, du 95 ont formé un « Front Social Postiers Région Parisienne » pour tenter de regrouper les luttes postales, quels que soient les métiers, les départements, les statuts...

**Pour toutes les postières et postiers de RP intéressés par la construction du « tous ensemble » RDV le 9 novembre à 19h à la Bourse du Travail de Paris 3 rue du Château d'Eau**

---

### **La Poste mise en examen !**

Seydou Bagaga était livreur de colis employé par une petite société sous-traitante travaillant exclusivement pour Coliposte, société qui ne l'avait pas déclaré. C'était en décembre 2012, au moment des fêtes, il avait 150 colis à livrer dans la journée. Rapporter un seul colis au centre, c'était se faire virer : à cause de cette pression infernale, il s'est noyé en tentant de repêcher un colis tombé à l'eau alors qu'il livrait un client vivant dans une péniche... Suite à 5 ans d'enquête, le directeur de la société sous-traitante, le directeur de l'Agence Coliposte d'Issy-les-Moulineaux et La Poste en tant que personne morale sont mis en examen.

---

### **#BalanceTonPorc Et balance tout le système avec !**

En France, 84 000 femmes subissent chaque année des violences sexuelles. Ce combat pose la question des inégalités entre les femmes et les hommes dans toute la société : le salaire des femmes est toujours inférieur de 24 % à celui des hommes, 80 % des emplois précaires sont occupés par des femmes, qui ont près d'une heure et demi de plus de travail domestique avec près d'une heure de loisirs en moins...

Et comment balancer son harceleur, lorsque celui-ci est son patron, qui peut désormais virer une employée trop rebelle en sachant qu'au pire il devra lui verser une indemnité plafonnée ?

Comme le racisme, le nationalisme ou l'homophobie, le sexisme sert à diviser la classe des exploités. Il lui est utile pour surexploiter certaines ou pour que soient effectuées gratuitement des heures de travail domestique qui pourraient être prises en charge par la société, comme la garde des enfants, alors que les crèches publiques sont saturées et les garderies privées inaccessibles pour beaucoup.

Les femmes qui se lèvent aujourd'hui contre leurs agresseurs doivent servir d'exemple à toutes et à tous, pour que cessent enfin toutes les formes d'oppression et d'exploitation !



**Nouveau Parti Anticapitaliste secteur Poste - Officiel**